

GE_GERICHTE ATAS/994/2011 vom 24. Oktober 2011

GE Cour de justice, 2011-10-24, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_994_2011

FR: GE_GERICHTE ATAS/994/2011 du 24 octobre 2011

IT: GE_GERICHTE ATAS/994/2011 del 24 ottobre 2011

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 134 al. 1 let. b de la loi sur l'organisation judiciaire, du 9 octobre 2009 (LOJ; RS E 2 05) en vigueur dès le 1er janvier 2011, la Chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît en instance unique des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA; RS 830.1) relatives à la prévoyance professionnelle opposant institutions de prévoyance, employeurs et ayants droit, y compris en cas de divorce, ainsi qu'aux prétentions en responsabilité (art. 331 à 331e du code des obligations ; art. 52, 56a, al. 1, et art. 73 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 25 juin 1982 ; art. 142 code civil).

Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444). Les paiements en espèce effectués durant le mariage ne sont pas pris en compte (art. 22 al. 2 LFLP).

E. 3

En l'espèce, le juge de première instance a ordonné le partage par moitié des avoirs de prévoyance des demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle

A/801/2011 - 6/7 - du mariage, le 27 février 1971, d'autre part le 26 novembre 2010, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire. Selon les documents produits, la prestation acquise pendant le mariage par M. S _____ est de 39'038 fr. 04 (soit 29'762 fr. 15 auprès de la ZÜRICH COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE SA pour la FONDATION COLLECTIVE VITA, 5'634 fr. auprès de la FONDATION COLLECTIVE LPP SWISSLIFE et 3'641 fr. 89 auprès de la FONDATION INSTITUTION SUPPLEMENTIVE LPP, étant précisé que les avoirs transférés à LA SUISSE ASSURANCES ont été versés en espèce au demandeur) tandis que celle acquise par Mme S _____ est de 5'058 fr. 44 (soit 2'469 fr. 94 auprès de la FONDATION INSTITUTION SUPPLEMENTIVE LPP et 2'588 fr. 50 auprès de la FONDATION DE LIBRE PASSAGE DE LA BCGE), les intérêts ayant

déjà été calculés par les institutions de prévoyance défenderesses. Ainsi M. S_____ doit à son ex-épouse le montant de 19'519 fr. 02 (39'038 fr. 04 : 2) et celle-ci lui doit le montant de 2'529 fr. 22 (5'058 fr. 44 : 2), de sorte que c'est M. S_____ qui doit à Mme S_____ le montant de 16'989fr. 80.

E. 4

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 18 avril 1984 (OPP 2) ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF non publié B 36/02 du 18 juillet 2003)

E. 5

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

A/801/2011 - 7/7 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES
:

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.